

COCONEL

COronavirus et CONfinement : Enquête Longitudinale

Note de synthèse, vague 1

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Deux fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle. La présente note détaille les principaux résultats de la première vague (1012 enquêtés, interrogés du 27 au 29 mars), réalisée donc après 10 jours de confinement, sur les aspects suivants : confinement et conditions de vie ; proximité personnelle au COVID-19 ; opinions à l'égard du confinement ; pronostic sur la durée de l'épidémie.

Dix jours après sa mise en place, le confinement a déjà un impact très significatif sur le travail et les finances, et en outre socialement différencié, qui contribue à creuser des inégalités sociales existantes. De plus, il induit des vulnérabilités elles-mêmes contrastées selon les caractéristiques sociodémographiques (isolement, en particulier des plus âgés ; promiscuité, en particulier dans les banlieues modestes).

Pour une très large majorité de Français, nuancée selon la région de résidence, le COVID-19 reste pour l'instant une « menace médiatique », certes omniprésente mais seulement perceptible au travers des médias et des mesures prises pour la gérer.

Malgré un impact financier qui se fait déjà sentir, et malgré le fait que la plupart des Français n'ont pas été touchés directement ou indirectement par le COVID-19, une très large majorité de la population soutient le confinement, et ce même si celui-ci apparaît comme une solution par défaut, aux conséquences particulièrement lourdes. En outre, si la nécessité actuelle du confinement fait consensus, d'autres aspects, relatifs à ses causes et à ses conséquences, révèlent des écarts très importants selon les milieux sociaux.

Enfin, en ces derniers jours de mars, la moitié des Français estime que l'épidémie ne sera toujours pas terminée d'ici le mois d'août.

Confinement et impact sur les conditions de vie : de fortes inégalités sociales.

Impact sur le travail : de forts contrastes entre professions. Parmi l'ensemble des enquêtés, **20 % continuent à travailler à l'extérieur de leur domicile**, à temps complet ou à temps partiel, tandis que 11 % sont en télétravail (soit respectivement 35 % et 18 % des enquêtés en activité). Parmi les actifs qui avaient un emploi avant le confinement, la situation est très contrastée selon la catégorie socioprofessionnelle : 54 % des cadres sont en télétravail (contre 21 % des professions intermédiaires et des artisans), 21 % travaillent encore à l'extérieur (c'est le cas de 41 % des employés, 42 % des professions intermédiaires et de 48 % des ouvriers), 23 % ont dû arrêter de travailler le temps du confinement (40 % des employés, 44 % des ouvriers, 55 % des artisans).

Impact financier : un Français sur cinq déjà touché. Concernant leur situation financière, 60 % des enquêtés estiment que, personnellement, ils s'en sortent difficilement ou très difficilement avec les revenus de leur foyer, et le tiers d'entre eux met en cause des pertes de revenus consécutives au confinement : autrement dit, **après 10 jours de confinement, 19 % des enquêtés disent connaître des difficultés financières dues à celui-ci.** Cette proportion agrège ici encore des situations très contrastées : lorsque le chef de ménage est artisan, cette proportion atteint 54 %, contre 30 % pour les enquêtés dont le chef de ménage est ouvrier, et 14 % pour les cadres.

Le cadre de vie : chez soi, ou pas, avec ou sans extérieur. Si 91 % des enquêtés se trouvent dans leur domicile habituel et moins de 1 % dans leur résidence secondaire, 7 % sont confinés chez un membre de leur famille, et moins de 1 % chez un(e) ami(e). Autrement dit, **9 % des enquêtés ne sont pas confinés dans leur logement habituel**, ce qui peut susciter toutes sortes de difficultés à mesure que le confinement se prolonge. En outre, 63 % des enquêtés vivent dans une maison individuelle et 36 % dans un appartement en immeuble collectif, 63 % disposent d'un jardin ou d'un terrain, 36 % d'une cour, 54 % d'une terrasse, 30 % d'un balcon. Au total, **5 % vivent dans un logement qui ne dispose d'aucun de ces extérieurs.**

Entre solitude et promiscuité. 22 % des enquêtés sont confinés seuls. Parmi ces personnes seules, 33 % ont au moins 70 ans, 32 % déclarent souffrir

d'une maladie ou d'un problème de santé chronique nécessitant un suivi médical. L'indice de peuplement (m² habitables par personne) atteint en moyenne 45 m²/personne (38m²/personne pour les logements comptant plus d'un occupant). En se rapprochant de la définition que donne l'INSEE du surpeuplement¹, **8 % des enquêtés sont actuellement confinés dans un logement surpeuplé** (94 % à plusieurs, 6 % seuls). Cette proportion varie beaucoup suivant le type de commune : 4 % en zone rurale, 5 % dans les villes isolées, contre jusqu'à 19 % dans les banlieues modestes. Cette situation est enfin beaucoup plus fréquente (27 %) lorsque l'enquêté réside chez de la famille ou un(e) ami(e).

Proximité personnelle au COVID-19. Un Français sur dix touché par l'infection, personnellement ou parmi ses proches.

Cette proximité est appréciée à trois niveaux : l'enquêté lui-même, son foyer actuel, ses proches (famille et amis). Moins d'1 % des enquêtés déclare avoir une infection au COVID-19 confirmée, 5 % rapportent des symptômes sans confirmation médicale, 5 % n'ont pas de symptôme mais ont été en contact avec une personne infectée, 89 % n'ont pas de symptôme et ne pensent pas avoir été infectés.

Au sein de leur foyer, 1 % des enquêtés rapporte un cas confirmé de COVID-19, 2 % répondent que quelqu'un présente des symptômes, 4 % déclarent que personne n'a de symptôme mais que quelqu'un a été en contact avec un individu infecté, 93 % ne signalent ni cas, ni symptôme, ni contact avec une personne infectée dans leur foyer.

Enfin, **11 % des enquêtés déclarent qu'au moins un de leurs proches a une infection au COVID-19 confirmée**, 10 % répondent qu'aucun proche n'est infecté mais qu'au moins l'un d'entre eux a des symptômes, 79 % ne mentionnent ni cas confirmé ni symptôme parmi leurs proches.

En combinant ces trois aspects, il apparaît que **73 % des Français n'ont eu jusqu'ici aucun cas confirmé ni aucun symptôme dans leur foyer comme parmi leurs proches, ni aucun contact avec une personne infectée parmi les membres de leur foyer** (et cette

¹ moins de 18m² par personne, ou moins de 25m² pour une personne seule.

proportion passe à 83 % si l'on ne tient pas compte des symptômes rapportés, qui sont généralement peu spécifiques). Cette distance au virus dépend beaucoup de la région de résidence, et reflète en creux la diffusion géographique actuelle de l'épidémie : elle concerne 80 % des enquêtés ou plus en Méditerranée, dans le Nord et dans le Bassin Parisien Est, contre 59 % en Ile-de-de-France, et 61 % dans le Centre-Est.

Enfin, il est à noter que **les proportions d'enquêtés signalant des symptômes de COVID-19 pour eux-mêmes, dans leur foyer ou parmi leurs proches, sont assez faibles, alors qu'on aurait pu craindre des proportions beaucoup plus élevées**, au vu de leur caractère peu spécifique (mal de gorge, toux, fièvre).

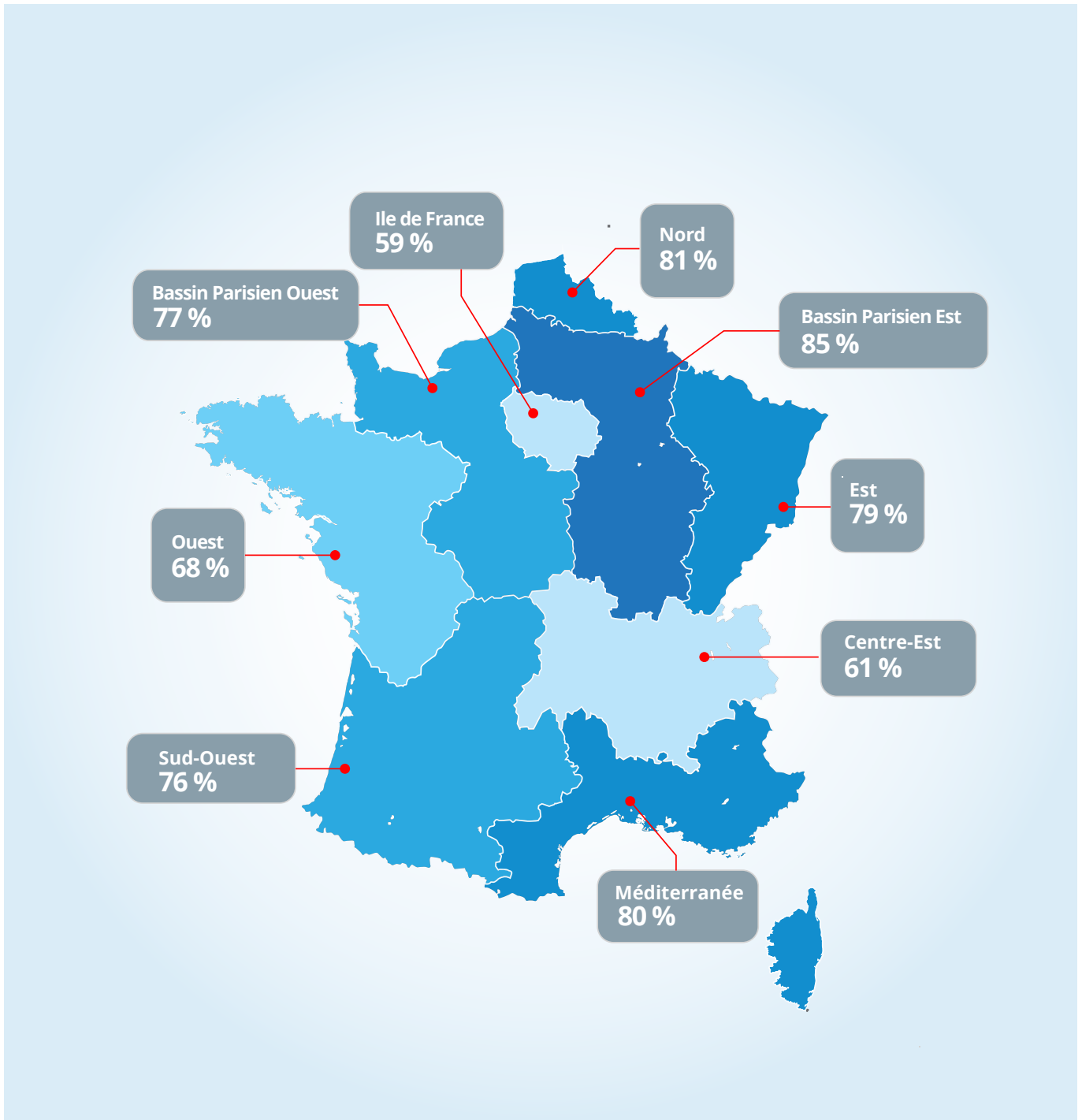


Figure 1. Ni cas confirmé, ni symptôme, ni contact avec une personne infectée dans le ménage, ni cas confirmé ni symptôme parmi les proches. Proportion par région. Enquête COCONEL, vague 1, 27-29 mars 2020.

Opinions à l'égard du confinement : sa nécessité fait consensus.

Une très large majorité soutient le confinement : 88 % estiment qu'il s'agit du seul moyen efficace pour lutter contre l'épidémie, 93 % jugent qu'il devra durer encore plusieurs semaines pour être efficace, 80 % considèrent de même qu'il devra être durci pour être efficace, ces trois opinions étant socialement consensuelles (par exemple, 88 % des cadres supérieurs et professions libérales et 85 % des ouvriers estiment que le confinement est le moyen le plus efficace contre cette épidémie). Inversement, seuls 20 % des enquêtés sont d'accord pour dire que c'est une mesure excessive par rapport à la gravité réelle de l'épidémie, et seuls 22 % pour dire que le confinement devra être assoupli pour être supporté. Ces deux opinions-ci sont nettement plus différenciées : un tiers des ouvriers les soutient, contre moins d'un enquêté sur dix parmi les cadres supérieurs et les professions libérales.

Deux Français sur trois critiques sur la stratégie globale de contrôle de l'épidémie, surtout en milieu populaire : 66 % des enquêtés estiment que le confinement est la conséquence du manque de moyens hospitaliers, et 50 % pensent qu'il aurait pu être évité par le port du masque généralisé. En outre, 66 % jugent qu'il pourrait être remplacé par des tests de dépistage généralisés. Ces opinions se révèlent très contrastées selon la catégorie socioprofessionnelle des enquêtés. Par exemple, 82 % des ouvriers mettent en cause le manque de moyen hospitaliers, contre 49 % des cadres supérieurs et professions libérales.

Les Français reconnaissent les lourdes conséquences de ce confinement : pour 93 % d'entre eux, il a déjà des conséquences économiques désastreuses, pour 76 % il va provoquer des drames familiaux, et pour 41 % il restreint trop les libertés individuelles. En revanche, 91 % reconnaissent que ce confinement est l'occasion de mettre en place des solidarités locales. Ces opinions varient assez peu selon la catégorie socioprofessionnelle, hormis celle relative aux libertés individuelles : 65 % des ouvriers la soutiennent, contre 30 % des cadres supérieurs et professions libérales.

Le confinement...

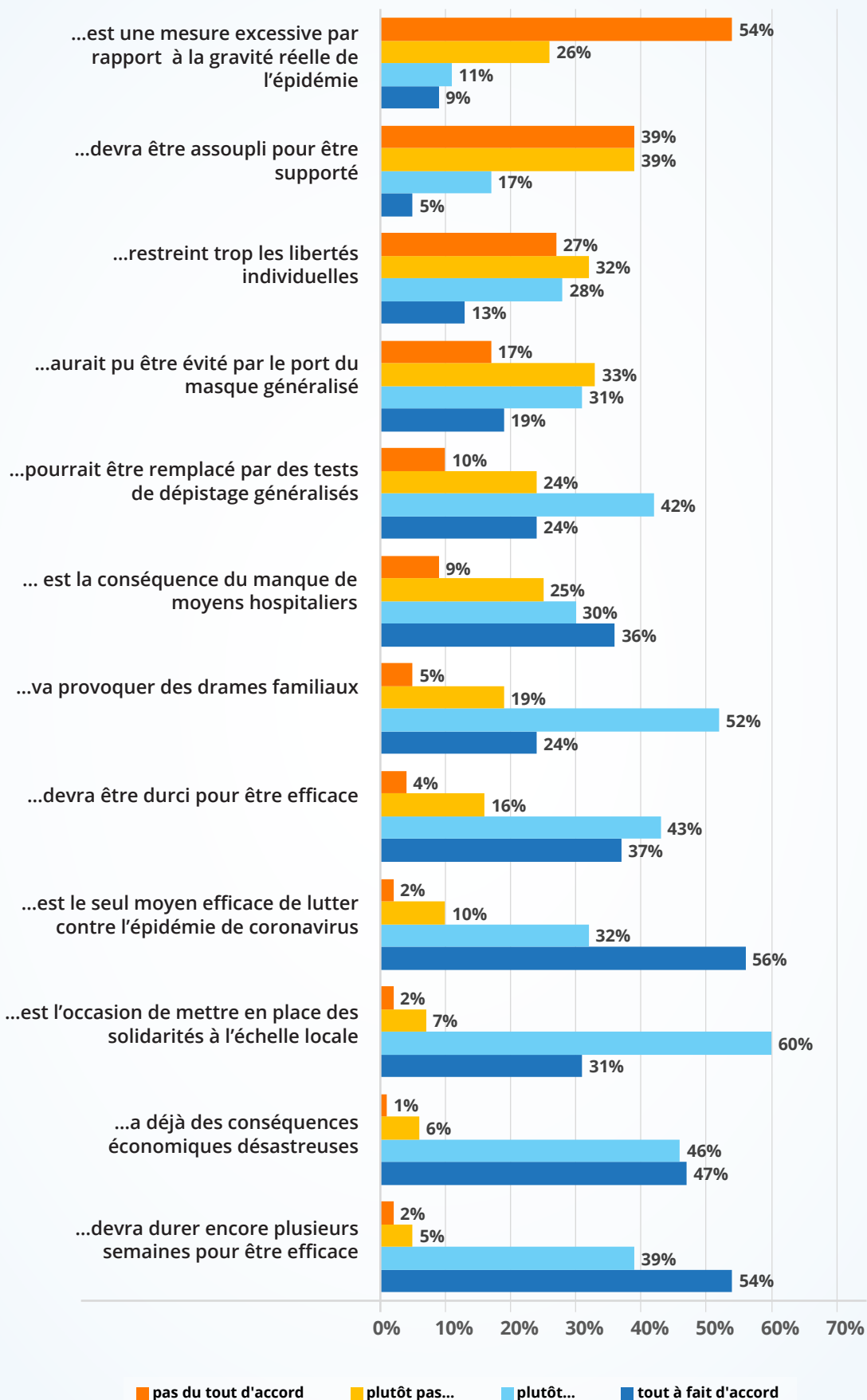


Figure 2. Opinions vis-à-vis du confinement. Enquête COCONEL, vague 1, date du recueil 27-29 mars 2020.

Pronostic sur la durée de l'épidémie : une sortie de crise d'ici la fin de l'été ?

Enfin, le questionnaire de cette première vague s'achevait par la question suivante : « D'après vous, quand cette épidémie sera-t-elle véritablement terminée ? ». En moyenne, les Français s'attendent à ce que l'épidémie dure encore quatre mois et demi, leurs pronostics étant très variés : un peu plus d'un mois pour les plus optimistes, un peu plus d'un an pour les plus pessimistes. La médiane se situe à 4 mois environ : autrement dit, **seul un Français sur deux pense que l'épidémie sera véritablement terminée d'ici août 2020**. Les cadres anticipent une durée un peu plus courte, de même que les plus diplômés, tandis que les 18-25 ans et les plus de 65 ans sont plus optimistes que les tranches d'âge intermédiaires.

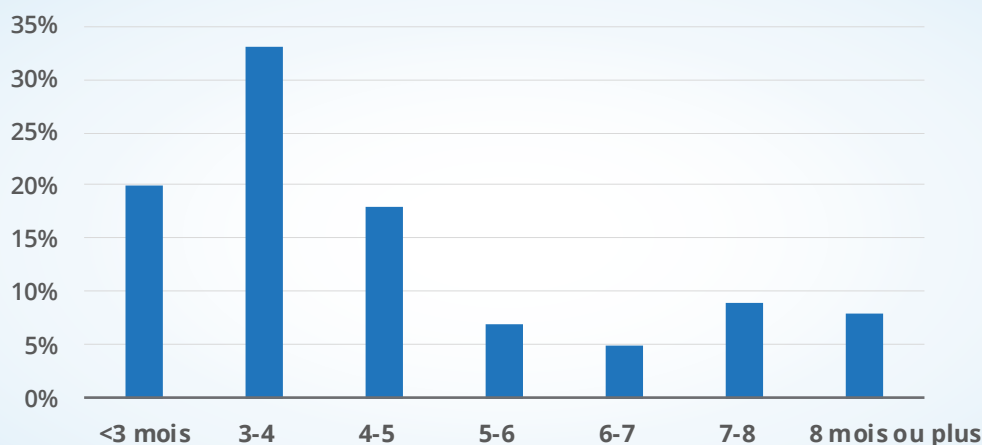


Figure 3. Pronostic sur la durée de l'épidémie (en mois). Enquête COCONEL, vague 1, 27-29 mars 2020.

L'enquête est réalisée par l'institut de sondage IFOP, qui dispose d'un access panel de plus de 750 000 ménages français. L'échantillon de répondants est représentatif de la population française des 18 ans et +, sur les critères d'âge, de sexe, de niveau d'éducation et de profession du chef de ménage, après stratification par région et catégorie d'agglomération de résidence.

Des analyses complémentaires peuvent être menées à la demande pour décliner les aspects traités selon les caractéristiques des enquêtés (âge, sexe, niveau socioéconomique, diplôme, type de commune, région, orientation politique...), ou détailler les aspects du questionnaire non abordés ici : santé perçue et détresse psychologique (ces aspects seront suivis dans le temps), sorties et visites la veille de l'enquête, sociabilité distante (temps passé au téléphone et sur les réseaux sociaux), acceptabilité d'un éventuel vaccin contre le COVID-19.

La prochaine note s'intéressera à la détresse psychologique, aux troubles du sommeil et aux perceptions associées au coronavirus (contagiosité, dangerosité...).

Le consortium COCONEL réunit des chercheurs de l'UMR VITROME (Vectorial Infections in TROPical and MEDITerranean areas ; Patrick Peretti-Watel, Valérie Seror, Sébastien Cortaredona, Marseille), du Centre d'Investigation Clinique Cochin-Pasteur (Odile Launay, Paris), de l'Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique (Jocelyn Raude, Rennes) et de l'Observatoire régional de la santé Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur (Pierre Verger, Marseille). Il s'appuie sur un comité de pilotage comprenant François Beck, Stéphane Legleye, Olivier L'Haridon, Jeremy Ward. Il bénéficie d'un financement par le Fonds de Crise de l'Institut de Recherche pour le Développement, et par l'appel à projets Flash COVID-19 de l'Agence Nationale de la Recherche.

